



## L'Université Grenoble Alpes (UGA) : OUI sur le principe. NON dans les conditions actuelles !

Le 19 octobre 2013, les 6 établissements de l'université ont cosigné un texte fondateur pour une Communauté d'Universités et d'Etablissements : "L'Université Grenoble Alpes". L'UNSA Snpres interpelle les personnels sur ce projet dont l'échéance est 2016.

### Rappel du cadre législatif :

La loi ESR du 22 juillet 2013, dite loi Fioraso, impose la transformation des PRES (issus de la loi du 18 avril 2006) en donnant la possibilité aux universités soit :

- de fusionner entre elles afin de ne former plus qu'une université
- de se regrouper en une communauté d'universités et d'établissements (CUE)
- de s'associer à un autre établissement d'enseignement supérieur

A noter qu'à la date de la publication de la loi au Journal Officiel, les PRES sont automatiquement devenus des Communautés d'Universités et d'Etablissements (CUE).

Les CUE quant à elles ont le statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP), c'est-à-dire le même statut qu'une université.

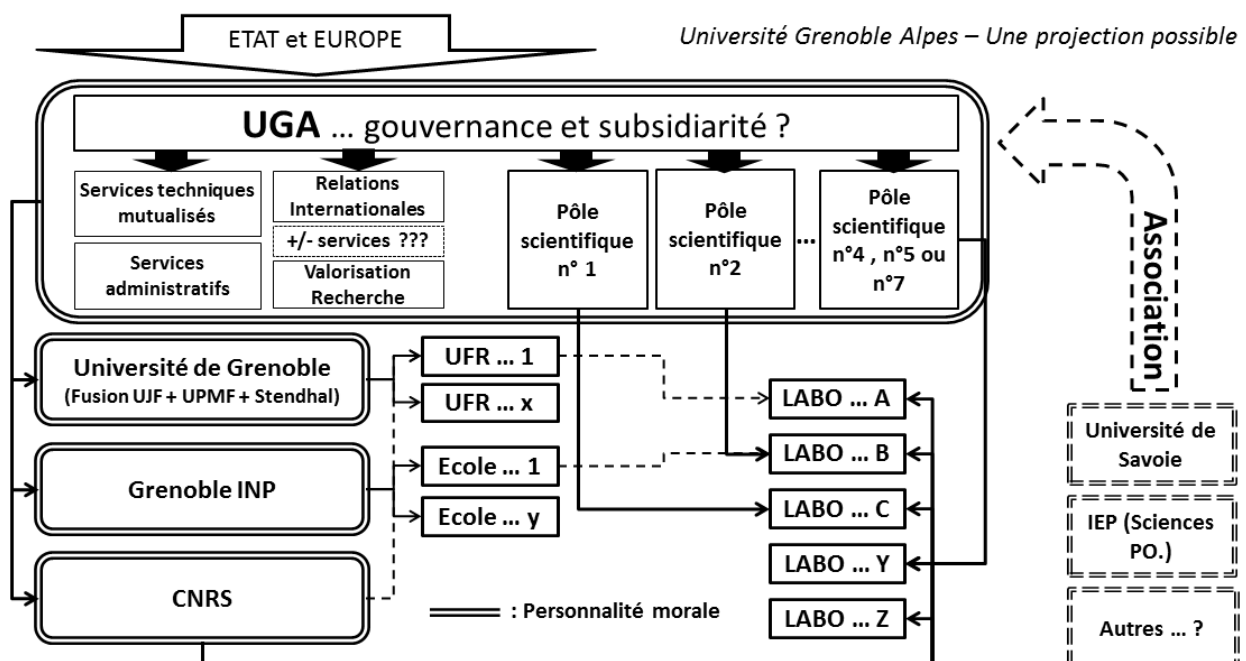
Un décret sera nécessaire pour créer une communauté d'universités (après adoption des statuts et de la dénomination par chacun des membres) ou pour fusionner (après approbation de la décision à la majorité absolue des CA des établissements).

**La loi ESR ne détaille pas les compétences que les établissements doivent ou peuvent transférer à la communauté d'universités, mais les statuts de cette communauté devront les mentionner.** Dans le cadre d'une association, le décret doit aussi prévoir les compétences mises en commun et la convention prévoir les modalités d'organisation et d'exercice des compétences partagées.

### Calendrier Université Grenoble Alpes :

- Décembre 2013 : les Conseils d'Administration des entités grenobloises vont se prononcer sur la proposition UGA ([http://www.grenoble-univ.fr/jsp/fiche\\_actuelite.jsp?CODE=1382446464262&LANGUE=0](http://www.grenoble-univ.fr/jsp/fiche_actuelite.jsp?CODE=1382446464262&LANGUE=0))
- Janvier à juin 2014 : élaboration des statuts de la CUE - UGA
- Juin/Juillet 2014 : dépôt des statuts de la CUE - UGA
- Juin 2015 : mise en application des statuts de la CUE - UGA
- Début 2016 : fusion effective UJF + UPMF + Stendhal

### L'Université Grenoble Alpes : un projet fédéral hybride



L'Université Grenoble Alpes est un projet hybride de type fédéral mélangeant les trois ingrédients de solutions proposés par la loi ESR :

- La fusion : celle des 3 universités UJF, UPMF, Stendhal en une seule université
- La CUE : c'est le chapeau UGA. (niveau N+1)
- L'association : c'est la solution envisagée à priori pour l'instant par l'Université de Savoie et l'IEP

Nos directions d'établissements argumentent que :

- La loi oblige à un seul interlocuteur par région avec le ministère pour les dotations en 2016 (type Idex 3)
- L'Europe diminue ses aides vers la recherche.
- Le rattachement direct des pôles de recherche au chapeau UGA vise à présenter une recherche unie derrière la même bannière, la même personnalité morale.
- Les moyens et ressources affectés par l'Etat pour soutenir la recherche et l'enseignement supérieur et la masse salariale globale (M.S.G.) sont plus que contraints.

Les structures ayant une personnalité morale possèdent chacune un Conseil d'Administration, un ou des Sénat(s) ou Conseil(s), un Comité Technique, un CHSCT, une Commission Paritaire Etablissement, une CCPANT... et la possibilité de recruter.

Quelle est la différence entre un membre fondateur et un membre associé ?

- Un membre fondateur adhère automatiquement aux principes qui seront énoncés dans les statuts de la CUE UGA. Par exemple : la délégation de la recherche au niveau du chapeau UGA.
- Un membre associé définira spécifiquement les conditions de son association à la CUE

---

## Nos inquiétudes

Nous sommes perplexes sur le schéma hybride retenu.

La précédente mandature Présidentielle de notre pays avait promis à la CPU (conférence des présidents d'universités) et aux établissements que la loi LRU - RCE serait la panacée avec la note finale de l'autonomie ! ...

Nous mesurons aujourd'hui les conséquences financières du désengagement de l'Etat, notamment les difficultés durables liées à la gestion de la masse salariale globale de nos établissements (ex. glissement vieillesse technicité - GVT -et CAS -pension). Les énergies sont aujourd'hui mobilisées autour des seules questions budgétaires et financières, nous détournant ainsi de nos missions premières de formation et de recherche.

Malgré les mises en garde des organisations syndicales dont l'UNSA, il s'avère que nous devons aujourd'hui faire face à une nouvelle étape avec la loi dite Fioraso.

L'UNSA SNPTES constate qu'aucun moyen supplémentaire ne sera apporté par l'Etat pour la réalisation des communautés d'établissement imposées par la loi, alors que nous savons que toute mesure de fusion ou de rapprochement est chronophage et consommatrice de moyens.

## Un pilotage compliqué

Le modèle hybride envisagé a pour objectif de respecter au mieux les sensibilités de chacun mais il se présente néanmoins comme une structure dont le pilotage sera compliqué. Les différentes entités seront en effet à plusieurs vitesses selon qu'elles sont membres fondateurs, fondateurs plus ou moins associés (Grenoble INP), membres associés, personnalités morales ou pas. Un effet « mille feuilles » est à craindre.

## Une CUE n'est pas un eldorado

Nous observons que les expériences de fédérations d'universités déjà menées en France n'ont jamais permis d'économies d'échelle ni réglé les problèmes de financement.

*L'exemple de Strasbourg, première université à fusionner en 2009, est édifiant à ce sujet :*

- Une des universités les mieux dotées, lauréate Idex en 2011 mais au final, rien ne vient, entre autres, compenser la hausse de la masse salariale, due au glissement vieillesse technicité (GVT). Pour en savoir plus : <http://www.rue89strasbourg.com/index.php/2013/09/05/societe/luniversite-de-strasbourg-encore-loin-detre-autonome/>

## **Les personnels BIATSS (bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, de service et de santé) fortement impactés !**

Le projet d'UGA impactera très fortement le quotidien de nos collègues BIATSS.

Les premiers impactés seront les personnels BIATSS de l'université fusionnée à partir de l'UJF, l'UPMF et Stendhal. Cette création peut amener à une remise à plat de nos profils de postes, de nos primes, de nos horaires et congés, ... Les 3 établissements n'ont en effet par exemple pas le même taux de prime ni les mêmes pratiques : NBI, ... A l'image des fusions d'UFR ou de refondations d'Ecoles et de structures que nous avons pu connaître, cette fusion - mutualisation ne sera pas facile pour tous. Le volume et/ou le spectre d'activités seront forcément révisés pour les collègues BIATSS. Sans oublier la tentation de l'externalisation de certaines tâches ou fonctions... malgré une expertise, un accompagnement et une réactivité locale.

De nombreuses interrogations restent en suspens :

- Quid des collègues des services administratifs et autres services « mutualisés » ?
- Quid des collègues ayant des responsabilités ou des conditions de travail en retrait dans le nouvel organigramme ?
- Quid des contractuels ?
- Quid de la gestion des ressources humaines et de la politique de recrutement trop souvent non consultative ?
- Diminution ou non du nombre d'UFR ?
- Comment aborder la période de transition 2014/2016 ?
- Quid de l'accompagnement des équipes et des personnes ?

D'autre part, on pourrait penser à priori que l'impact sera moindre sur les personnels BIATSS des entités non fusionnées conservant leur personnalité morale. Mais dans l'intervalle temporel, que deviendra une personnalité morale sub-critique face à l'Etat qui souhaite n'avoir qu'un interlocuteur dès 2016.

D'autre part, le troisième objectif affiché dans le projet d'UGA est l'amélioration de la qualité de service et le développement en commun des ressources et des compétences. Derrière ce terme « développement en commun », pourront émerger des mutualisations plus ou moins heureuses, voire aussi des externalisations malgré un discours de professionnalisation spécifique exprimé : compétence, proximité et expertise ou économie de masse avec coûts cachés... à court terme.

Les futurs statuts de l'UGA préciseront quelles compétences les entités décideront de remonter au niveau du chapeau UGA. De cela, dépendront les réponses aux différentes interrogations et inquiétudes.

### **Deux exemples concrets d'impact sur les personnels BIATSS :**

- *Après la fusion des trois universités d'Aix-Marseille au 1er janvier 2012, vient le temps de la réorganisation des services administratifs et techniques. Depuis octobre 2013, 450 agents BIATSS sur les 3 307 employés par Aix-Marseille Université font l'objet d'une mobilité géographique ou fonctionnelle fixée au 1er septembre 2014. Pour en savoir plus : <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article6412>.*
- *Fusionnée en 2012, l'Université de Lorraine a vu les conditions de travail de ses personnels enseignants et BIATSS se détériorer rapidement. Les mots qui expriment le désarroi de certains personnels s'accumulent : excès de centralisation, manque de dialogue ou d'anticipation, retards problématiques, décisions imposées, sentiment de mépris, etc... Pour en savoir plus : <http://www.republicain-lorrain.fr/actualite/2013/07/06/fac-au-bord-de-la-crise-de-nerfs>.*

---

## La position de l'UNSA SNPTES de l'académie de Grenoble

L'UNSA SNPTES déplore qu'aucun moyen supplémentaire ne soit apporté par l'Etat pour la réalisation des communautés d'établissement imposées par la loi.

Sans le support de l'Etat sur les moyens, le projet local de nos directions restera un vœu.

Nous disons : « oui à la fusion » lorsqu'il s'agit de partager l'opulence des moyens.

Nous ne le souhaitons pas lorsqu'il s'agit de partager la pénurie.

L'outil de la fusion ne doit pas être utilisé pour acter implicitement la diminution des effectifs (gel de postes) et augmenter le vivier de la précarité.

**Rappel :** le taux d'encadrement en personnels BIATSS en France est le plus faible des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

Nos conseils peuvent et doivent voter des motions pour dénoncer cette situation auprès de nos tutelles.

Pour un service public de qualité, les agents titulaires sont nécessaires

Nos équipes de direction doivent constamment avoir ce leitmotiv à l'esprit comme vision stratégique de site

Aujourd'hui, dans ce contexte de pénurie et de réduction de l'emploi, les cas de souffrance au travail se multiplient : personnels en situation de stress, manque de concertation avec les collègues Biatss, manque de prise en considération des recommandations des Organisations Syndicales Biatss par l'administration des établissements concernés, manque de suivi, etc...

L'UNSA SNPTES ne rejette pas systématiquement les projets de fusions, mais on ne peut pas nier que les fusions sont des facteurs aggravants de risques psychosociaux, au même titre, d'ailleurs, que toutes les restructurations.

**Face à l'ensemble de ces données, le SNPTES - UNSA se positionne de la façon suivante.**

<b>OUI sur le principe. NON dans les conditions actuelles !</b>
---

**La fusion de ces 3 universités : UJF, UPMF et Stendhal n'est pas souhaitable actuellement, tant que les conditions et les moyens ne sont pas réunis pour cette réussite.**

Construisons d'abord le chapeau UGA ! Après 2016, nous verrons si la situation permet d'envisager la fusion de ces 3 universités.

**Concernant l'UGA, les mêmes réserves s'appliquent à propos des conditions et moyens affichés.**

A ce jour, ni l'Université de Savoie, ni l'IEP ne se sont prononcés.

La différence entre membre fondateur associé et membre associé manque de clarté.

L'UNSA SNPTES est inquiet avec ce schéma de CUE inédit en France. Aucun recul car aucun retour d'expérience possible et délais très courts dans sa réalisation (2014-2016) De plus, nous ne connaissons pas le contenu associé à chaque case de cet organigramme (prérogatives de chaque structure).

En décembre 2013, le conseil de chaque établissement devra voter sur le "schéma de principe" mais sans connaître les détails de la mise en œuvre qui ne seront explicités que plus tard avec le dépôt des statuts de l'UGA en juin 2014.

D'autre part, rien n'est précisé concernant l'ESPE.

Pour l'UNSA SNPTES, le schéma actuel n'est pas rassurant par rapport aux aléas précédemment vécus du PRES ; les contours de cette structure sont à préciser très rapidement dans un cadre économique contraint et un calendrier obligé. Une telle évolution mérite concertation pour une construction pérenne, humaine et humaniste en liaison avec nos missions.

**L'UNSA SNPTES souhaite que le chapeau UGA soit revu et surtout affiné.** Un modèle sans fusion d'universités qui consiste en l'association d'établissements nous semblerait plus raisonnable.

### Un appel à la concertation la plus large possible

A ce jour, tous les scénarii sont ouverts jusqu'au vote de décembre 2013.

Lors des votes en décembre sur l'UGA, nous rechercherons une union entre les organisations syndicales des enseignants chercheurs et celles des BIATSS ainsi que les élu(e)s sans aucune bannière syndicale.

Quelle que soit l'issue du processus en cours, nous nous engageons à participer à tous les débats y compris en intersyndicale pour y défendre nos valeurs avec comme souci majeur les conditions de travail de tous les personnels.

L'UNSA SNPTES vous communiquera bien entendu l'évolution de ce dossier au fil de l'actualité. (décembre 2013)